

Xavier Lemoine : «La police a moins réprimé les émeutes en banlieue en 2005 que les “gilets jaunes”»

écrit par Antiislam | 31 janvier 2019

	Emeutes banlieue 2005	Manifestations gilets jaunes 2018/2019
durée (semaines)	3	10
participants	?	100 000 à 300 000
victimes tuées accidentellement	2	10
victimes tuées par les manifestants	3	0
policiers mobilisés	11 500	80 000
policiers blessés	270	1000
policiers suspendus pour violence	8	0
manifestants blessés	0	1800
manifestants en garde à vue	4700	4600
manifestants incarcérés	1300	216
voitures brûlées	10 000	50
Coût bâtiments dégradés (millions €)	200	5

En complément de l'excellent [tableau comparatif](#) d'Olivier Loris :

	Emeutes banlieue 2005	Manifestations gilets jaunes 2018/2019
durée (semaines)	3	10
participants	?	100 000 à 300 000
victimes tuées accidentellement	2	10
victimes tuées par les manifestants	3	0
policiers mobilisés	11 500	80 000
policiers blessés	270	1000
policiers suspendus pour violence	8	0
manifestants blessés	0	1800
manifestants en garde à vue	4700	4600
manifestants incarcérés	1300	216
voitures brûlées	10 000	50
Coût bâtiments dégradés (millions €)	200	5

Cet article du Figaro:

FIGAROVOX/ENTRETIEN – Pour Xavier Lemoine, maire de Montfermeil* (Seine-Saint-Denis), en première ligne pendant les émeutes de 2005, la retenue des forces de l'ordre à l'époque contraste avec les consignes de sévérité excessives qu'elles appliquent aujourd'hui face aux «gilets jaunes».

LE FIGARO. – En qualité de maire de Montfermeil, vous avez vécu les émeutes de 2005 en banlieue. Voyez-vous des similitudes avec les violences qui accompagnent aujourd'hui le mouvement des «gilets jaunes»?

Xavier LEMOINE. – Certes, en 2005 comme en 2019, un pavé reste un pavé, un cocktail Molotov ou une voiture qui brûle également.

Et il peut y avoir, par la manière dont les médias rendent compte des événements, une similitude de forme entre les émeutes urbaines de 2005 et la crise des «gilets jaunes».

En revanche, sur le fond, il n'y a rien de commun, rien de comparable entre les deux événements.

Le nombre des manifestants ou des émeutiers, leurs motivations, le jugement de l'opinion publique à leur égard sont très différents.

Les émeutes de 2005 ont été, en premier lieu, un événement strictement local à Clichy-sous-Bois et Montfermeil.

Dès la quatrième nuit, elles diminuaient considérablement d'intensité, jusqu'à l'explosion d'une grenade lacrymogène lors de la sortie des fidèles d'un hangar servant de lieu de culte musulman.

Cet incident, combiné d'abord à une dénégation farouche du fait par les autorités, a donné, pour un grand nombre de quartiers, un mobile fédérateur au niveau national, au motif que l'islam aurait été agressé au travers de ses fidèles.

De façon plus générale, les causes de la «crise des banlieues» étaient culturelles, et leurs conséquences, économiques et sociales.

Sous l'effet de leur mauvaise conscience, les institutions avaient renoncé à exiger quoi que ce soit des habitants de ces quartiers.

L'Agence nationale pour le renouvellement urbain (Anru), créée en 2004, faisait tout juste ses premiers pas.

Ce n'est que plus tard que cette agence a pu améliorer la situation de ces quartiers, en tout cas là où ses travaux s'accompagnaient d'exigences en termes de sécurité, d'apprentissage de la langue française, d'éducation et de culture.

En 2005, il n'y avait eu aucun mort et très peu de blessés parmi les émeutiers. Aujourd'hui, on constate, parmi les manifestants ou les émeutiers, de nombreux blessés, parfois même des éborgnés. Pourquoi une telle différence?

«Depuis le samedi 8 décembre, les forces de l'ordre

privilégient la répression, et non le maintien de l'ordre.»

En 2005, la totalité des revendications se sont exprimées par la violence.

Or, à l'époque, les forces de l'ordre ont adopté le mode d'intervention le plus approprié qui soit pour faire retomber cette violence.

D'un point de vue technique, leur attitude souple a été remarquable. Alors qu'ils étaient pris pour cibles par les émeutiers, policiers et gendarmes ont montré une grande retenue dans l'usage de la force.

Aujourd'hui, au contraire, nul ne peut prétendre que toutes les revendications des «gilets jaunes» s'expriment par la violence.

En outre, en 2005, il n'y avait aucune femme parmi les émeutiers, alors que les femmes sont présentes massivement dans les rangs des «gilets jaunes».

Ne pas le prendre en compte, c'est se priver d'un élément d'analyse fondamental.

Contrairement à ce que la puissance des images peut laisser penser, la majorité des «gilets jaunes» ne participe pas aux violences condamnables commises lors de ce mouvement.

Pourtant, depuis le samedi 8 décembre, les forces de l'ordre privilégient la répression, et non le maintien de l'ordre.

Quelle distinction faites-vous entre maintien de l'ordre et répression? Et la répression n'est-elle pas parfois légitime?

Le maintien de l'ordre consiste d'une part à permettre à une manifestation de s'écouler de la manière la plus pacifique qui soit, et d'autre part de contenir la violence en vue de la faire diminuer.

Cet objectif n'interdit pas aux policiers d'intervenir contre des personnes déterminées à des actes de violence.

Mais il est toujours laissé aux manifestants pacifiques des portes de sortie. Les intéressés peuvent ainsi quitter les lieux quand ça dégénère.

La répression, elle, consiste à en découdre contre des groupes sans faire nécessairement la distinction entre les individus violents et les manifestants paisibles, qui peuvent se trouver non loin d'eux.

Or, dans la crise actuelle, les forces de l'ordre recourent trop souvent aux «nasses», qui empêchent les personnes encerclées de quitter les lieux.

Il est facile, alors, de faire des amalgames entre des manifestants très différents.

Parmi les éborgnés, combien avaient cassé des vitrines, retourné des voitures, pillé des magasins?

De même, le souci de différencier les casseurs «confirmés» et les primo-délinquants devrait être beaucoup plus net.

Vous ne passez pas pour un ennemi de la police. Pourtant, en l'espèce, ne craignez-vous pas de paraître absoudre les auteurs de violences?

«Je ne juge pas que les forces de l'ordre ont été laxistes en 2005 ; j'affirme qu'elles sont trop 'dures' aujourd'hui.»

Je n'incrimine en rien les forces de l'ordre, qui obéissent, comme il est naturel, aux instructions du ministre de l'Intérieur.

Mais je blâme ces instructions, qui me paraissent traduire une volonté de monter aux extrêmes, d'accroître la violence pour justifier une répression.

Je n'ai aucune complaisance pour les violences préméditées des casseurs ou des groupuscules extrémistes.

Mais la responsabilité du politique est aussi de savoir désamorcer un cri de détresse, au lieu de l'alimenter en diabolisant les «gilets jaunes».

Jamais les gouvernants, en 2005, n'ont tenu des propos aussi méprisants envers les émeutiers d'alors.

Actuellement, une partie importante des violences émane de manifestants sans casier judiciaire, désespérés et chauffés à blanc.

Ils se sentent provoqués par la rigidité de la riposte de la police.

Les dynamiques de foule aidant, ils se «radicalisent».

Leur réflexe vital s'exprime de façon brutale.

En 2005, aucune manifestation n'avait été déclarée en préfecture et toutes dégénéraient en émeute.

Pourtant, à l'époque, en Seine-Saint-Denis, il n'y a eu aucune charge de CRS, ni de policiers à cheval.

Aujourd'hui, si.

Voilà quatorze ans, les forces de l'ordre n'ont pas recouru au tir tendu, à l'horizontal, à face d'homme et à courte distance.

Aujourd'hui, si.

Pourquoi ce deux poids, deux mesures de l'État entre les émeutes urbaines de 2005 et les scènes d'émeutes des «gilets jaunes»?

Je ne juge pas que les forces de l'ordre ont été laxistes en 2005 ; j'affirme qu'elles sont trop «dures» aujourd'hui.